



**PRÉFET
DE LA LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grüner
Allée C
42000 St Étienne

St Étienne, le 24/02/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/01/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

RONAVAL (ST JUST)

255 rue Jean Perrin
BP. 40400
42350 La Talaudière

Références : UID4243-DSSP-025-071

Code AIOT : 0010500041

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/01/2025 dans l'établissement RONAVAL (ST JUST) implanté Lieu dit Les Hivernus Route de Chavagneux 42170 Saint-Just-Saint-Rambert. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RONAVAL (ST JUST)
- Lieu dit Les Hivernus Route de Chavagneux 42170 Saint-Just-Saint-Rambert
- Code AIOT : 0010500041
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société RONAVAL - Véolia exploite une installation de compostage sur la commune de Saint-Just-Saint-Rambert. Le site est réglementé par l'arrêté préfectoral du 04/12/2006, modifié par l'arrêté préfectoral du 12/01/2007. Il a récemment fait l'objet d'une mise à jour administrative par arrêté préfectoral complémentaire du 18/10/2021 afin de régulariser la situation au regard de l'évolution de la nomenclature.

Le site bénéficie en outre des droits acquis pour les rubriques 2780-1-b, 2780-2-a et 2791-1, reconnus par les courriers du 24/03/2010 et du 06/09/2010.

Les activités exploitées sur le site sont les suivantes :

- **2791-1 (A)**, traitement de déchets non dangereux, **broyage de bois** pour une quantité maximale de 30t/h soit 150t/j,
- **2780-2 (E)**, installations de **compostage de déchets non dangereux** ou de matière végétale, **déchets verts et biodéchets : fruits et légumes tels que visés par l'arrêté du 12/01/2007)** pour une quantité maximale de 70 t/j soit 11 000 t/an,
- **2794-1 (E)**, installation de **broyage de déchets végétaux** non dangereux, pour une quantité maximale de 45 t/h soit 225 t/j.

Les textes réglementaires notamment applicables sont les suivants :

- **arrêté ministériel du 22/12/23** relatif à la **prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation** au titre notamment de la rubrique 2791 (traitement de déchets non dangereux),
- **arrêté ministériel du 22/04/08** fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de **compostage (déchets verts et biodéchets : fruits et légumes tels que visés par l'arrêté du 12/01/2007) 2780 soumises à autorisation**. Le changement de régime pour cette rubrique (de A à E) est uniquement lié à l'évolution de la nomenclature, sans changement du volume d'activité sur le site. Ainsi les prescriptions de l'arrêté du 22/04/2008 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de compostage soumises à autorisation, dont relevait l'installation, restent applicables.
- **arrêté ministériel du 06/06/18** relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage de **déchets végétaux non dangereux relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2794**,
- **arrêté préfectoral du 04/12/2006**,
- **arrêté préfectoral modificatif du 12/01/2007**,
- **arrêté préfectoral complémentaire du 18/10/2021**.

Thèmes de l'inspection : Déchets / Eau de surface / Odeur / Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Gestion des lots	Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 23	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
5	Besoin en eau d'extinction incendie	Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 1er, 2 et 5	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Admission et traçabilité des déchets	Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 11	Observation
2	Gestion des odeurs	Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 26	Sans objet
4	Prévention des nuisances - Gestion des poussières	Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 24	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 29 janvier 2025 sur le site d'exploitation RONAVAL-VEOLIA à SAINT-JUST-SAINT-RAMBERT a été réalisée suite à une précédente inspection en 2021.

Des actions correctives ont été menées concernant les non-conformités soulevées précédemment (procédure d'admission des déchets, gestion des odeurs). Cependant, des améliorations sont encore nécessaires concernant la qualité des déchets (préciser le cahier des charges, améliorer le système FIPA), la gestion des lots (registre de suivi jusqu'à la commercialisation, identification), et la sécurité incendie.

Par ailleurs, l'exploitant s'assure de la conformité des lots et mène des actions préventives concernant la gestion des poussières.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Admission et traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 11
Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité Déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation de compostage élabore un ou des cahiers des charges pour définir la qualité des déchets admissibles. Avant la première admission d'un déchet dans son installation et en vue d'en vérifier l'admissibilité, l'exploitant demande au producteur du déchet ou à la collectivité en charge de la collecte une information préalable sur la nature et l'origine du déchet et sa conformité par rapport au cahier des charges. Cette information préalable est renouvelée tous les ans et conservée au moins trois ans par l'exploitant.</p> <p>Dans le cas du compostage de boues d'épuration destinées à un retour au sol, l'information préalable précise également :</p> <ul style="list-style-type: none">• la description du procédé conduisant à la production de boues ;• pour les boues urbaines, le recensement des effluents non domestiques traités par le procédé décrit ;• une liste des contaminants susceptibles d'être présents en quantité significative dans les boues au regard des installations raccordées au réseau de collecte dont les eaux sont traitées par la station d'épuration ;• une caractérisation de ces boues au regard des substances pour lesquelles des valeurs limites sont fixées par l'arrêté du 8 janvier 1998 susvisé, réalisée selon la fréquence indiquée dans ledit arrêté. <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées le recueil des cahiers des charges et des informations préalables qui lui ont été adressées.</p>
<p>Constats :</p> <p>La précédente inspection du 08/06/21, avait fait remonter une non-conformité en lien avec la procédure d'admission des déchets et les demandes suivantes ont été émises pour actions correctives :</p> <ol style="list-style-type: none">1. Rédiger un cahier des charges définissant la qualité des déchets admissibles2. Demander les informations préalables sur la nature et l'origine du déchet et sa conformité au cahier des charges <p>Aussi l'exploitant, après avoir été relancé par l'inspection a fourni un courrier de réponse au 31/03/22 dans lequel il indiquait que :</p> <ol style="list-style-type: none">1. l'élaboration du cahier des charges était en cours de rédaction et qu'il visait à définir "précisément la nature des déchets acceptés ou non sur le site",2. divers chantiers ont été lancés concernant les Fiches d'Information Préalable à l'Acceptation (FIPA) :<ul style="list-style-type: none">◦ Gestion des nouveaux clients : le service commercial transmet à tout nouveaux client une FIPA à remplir et à transmettre lors de l'ouverture du compte client et avant le premier apport de matière,◦ Gestion des clients existants : un module de gestion des FIPA a été mis en place et le service commercial se charge d'expliquer et relancer les clients pour ceux qui disposent d'un accès internet. Les clients n'ayant pas d'accès internet ont été identifiés et ils sont sollicités à leur arrivée sur le site pour remplir manuellement les FIPA.◦ Renouvellement : Le suivi des FIPA et de leurs échéances est réalisé de manière informatisée. un système de notifications est mis en place.

La visite d'inspection du 29/01/25, objet du présent rapport, a été l'occasion pour l'exploitant de confirmer cette nouvelle organisation, d'exposer quelques exemples de FIPA et le cahier des charges.

1. Un contrat est établi avec le client et l'exploitant transmet à l'inspection le cahier des charges des déchets bois acceptés : il précise les qualités "A" et "B" traitées sur l'exploitation. **Le cahier des charges ne définit par la qualité attendue des déchets verts.**

L'inspection précise que ces définitions peuvent être agrémentées des interdictions prévues dans les textes réglementaires (à titre d'exemple, les prescriptions citées ci-dessous). Les contraintes réglementaires de qualité du compost doivent servir à déterminer la qualité des déchets admis dans l'installation.

art. 1 de l'arrêté du 22 avril 2008 :

"Est interdite dans les installations de compostage l'admission des déchets suivants :

- déchets dangereux au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement susvisé ;
- sous-produits animaux de catégorie 1 tels que définis à l'article 4 du règlement (CE) n° 1774/2002 ;
- bois termités ;
- déchets contenant un ou plusieurs radionucléides dont l'activité ou la concentration ne peut être négligée du point de vue de la radioprotection.

L'admission des déchets d'activité de soins à risques infectieux et assimilés, même après prétraitement par désinfection, est interdite dans les installations de compostage."

art. 10 de l'arrêté du 22 avril 2008 :

"Sont admissibles dans un centre de compostage pour la production de compost destiné à la mise sur le marché ou à l'épandage les seuls déchets et matières présentant un intérêt pour les sols ou la nutrition des plantes ou pour le bon déroulement du processus de compostage."

2. Le système FIPA est mis en œuvre. Une observation cependant est émise : la quantité prévisionnelle annuelle (t) est rarement renseignée par le client. Il conviendra alors que l'exploitant s'assure que les FIPA transmises soient complètes.

Par ailleurs, l'exploitant transmet un justificatif de contrôle du système de pont bascule ; la borne de pesage a été contrôlée pour la dernière fois en octobre 2024.

Observation à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le cahier des charges doit définir de manière précise la qualité attendue des intrants pour le compost. A ce titre, les prescriptions citées ci-dessus doivent orienter la définition de l'exploitant. De plus, l'exploitant doit prendre en considération les contraintes réglementaires de qualité du compost et s'en servir pour déterminer la qualité des déchets admis dans son installation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Gestion des odeurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 26
Thème(s) : Risques chroniques, odeurs
Prescription contrôlée : [...] II. - Les exploitants des installations existantes établissent la liste des principales sources odorantes, qu'elles soient continues ou discontinues et, après caractérisation de celles-ci, réalisent une étude de dispersion pour vérifier que leur installation respecte l'objectif de qualité de l'air mentionné ci-dessus. En cas de non-respect de la limite de 5 uoE /m ³ dans les conditions mentionnées à l'alinéa précédent, les améliorations nécessaires pour atteindre cet objectif de qualité de l'air doivent être apportées à l'installation ou à ses modalités d'exploitation. L'étude de dispersion est réalisée aux frais de l'exploitant et sous sa responsabilité par un organisme compétent. Elle n'est toutefois pas obligatoire lorsque le débit d'odeur global de l'installation ne dépasse pas la valeur de 20 millions d'unités d'odeur européennes par heure en Conditions normalisées pour l'olfactométrie (20.106 uoE/h) ou lorsque l'environnement de l'installation présente une sensibilité particulièrement faible. [...]
Constats : La précédente inspection du 08/06/21, avait fait remonter une non-conformité en lien avec la gestion des odeurs et la demande suivante a été émise pour actions correctives : Réaliser une étude odeur. Aussi l'exploitant, après avoir été relancé par l'inspection a fournis un courrier de réponse au 31/03/22 dans lequel il indiquait qu'un partenariat avec une société avait été mis en place pour la réalisation d'une mesure d'odeur en période estivale. La visite d'inspection du 29/01/25, objet du présent rapport, a été l'occasion pour l'exploitant de transmettre les résultats des l'étude des odeurs : - Le rapport est daté du 28 juillet 2022, à la suite du courrier de réponses de l'exploitant, - La mesure a été effectuée en période estivale : propice aux nuisances olfactives pour ce type d'installation, - Il conclut que les émissions d'odeur sont caractérisées de la manière suivante : <ul style="list-style-type: none">• Peu persistantes (<900uo/m³) correspondant à un faible potentiel d'impact dans l'environnement,• Ponctuellement persistantes à très persistantes sur le bassin de collecte des lixiviats (7000uo<m³) et des andains récemment arrosés (lixiviats),• Le débit d'odeur global émis par la plateforme est de 3,5.10⁶ uo/h et provient pour 83% des odeurs du bassin de lixiviats,• L'impact est jugé très limité :<ul style="list-style-type: none">◦ odeur de déchet vert à une dizaine de mètres du site,◦ odeur de déchet vert perçue jusqu'à 300 mètres du site pendant l'opération de broyage en restant nettement inférieur au seuil de nuisance. Par ailleurs l'exploitant n'a pas fait part de récentes plaintes des riverains.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Gestion des lots

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 18
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des lots
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un registre de sortie distinguant les produits finis et les matières intermédiaires et mentionnant : — la date d'enlèvement de chaque lot ; — les masses et caractéristiques correspondantes ; — le ou les destinataires et les masses correspondantes. Ce registre de sortie est archivé pendant une durée minimale de dix ans et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, des autorités de contrôles chargées des articles L. 255-1 à L. 255-11 du code rural . Le cahier d'épandage tel que prévu par l'arrêté du 7 février 2005 susvisé peut tenir lieu de registre de sortie.
Constats : La gestion de la commercialisation des lots était jusqu'à récemment réalisée directement sur le site. Depuis 2024, elle est gérée par VEOLIA depuis les locaux administratifs. Malgré une gestion décentralisée, elle a toujours lieu de manière directe et locale du site vers les clients. L'exploitant explique disposer de 3 lots : <ul style="list-style-type: none">• JANVIER / FEVRIER / MARS / AVRIL• MAI / JUIN / JUILLET / AOUT• SEPTEMBRE / OCTOBRE / NOVEMBRE / DECEMBRE Chaque lot bénéficie de 7 à 12 mois de fermentation. Ces 3 lots donnent lieu à 3 analyses par an. Le rapport d'analyse d'un prélèvement du 30/09/2024 sur le lot 2 "MAI / JUIN / JUILLET / AOUT 2023" est transmis et ne présente pas de non conformité au regard de la norme NF-U44-051. L'exploitant indique qu'une non-conformité à l'arsenic a été observée une fois seulement. Il explique que dans le périmètre stéphanois l'arsenic est présent de manière plus élevée que la moyenne. Aussi l'analyse d'un nouvel échantillon a cette fois pu confirmer la conformité du lot en question. Dans différents rapports d'analyse, l'inspection constate la présence significative d'arsenic, bien qu'en dessous des valeurs limites tolérées. L'inspection s'interroge sur l'organisation avant la commercialisation ; comment l'exploitant assure-t-il qu'un lot ne soit pas mis à disposition des clients avant d'avoir analysé et reçu des résultats conformes ? Pour garantir que le lot n'est pas commercialisé avant le retour des résultats d'analyse, l'exploitant indique que le criblage, sans lequel un lot ne peut être commercialisé, est réalisé uniquement à partir de la réception des résultats mais il n'est pas en mesure de présenter de justificatif de suivi. Lors de la visite, l'inspection n'a pas pu constater que le criblage était bien effectué en aval des résultats d'analyse. L'exploitant indique à l'inspection qu'aucune identification des lots n'est réalisée au moment de l'expédition. Aussi cela semble compromettre le suivi du compost destinés à un retour au sol. L'exploitant n'a pas présenté de registre des lots de déchets produits par l'exploitation destinés à un retour au sol.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**Demande 1 :**

L'exploitant tient à jour un registre de sortie distinguant les produits finis et les matières intermédiaires et mentionnant :

- la date d'enlèvement de chaque lot ;
- les masses et caractéristiques correspondantes ;
- le ou les destinataires et les masses correspondantes.

Type de suites proposées : Avec suites**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective**Proposition de délais :** 3 mois

N° 4 : Prévention des nuisances - Gestion des poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 24
Thème(s) : Risques chroniques, prévention poussières
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant adapte ses activités en plein air aux conditions météorologiques et climatiques, notamment il ne réalise pas d'opérations susceptibles de provoquer de forts envols de poussières ou de nuisances odorantes (formation d'andains, retournement, criblage, broyage) lors de grands vents ou lorsque les vents sont orientés vers des récepteurs sensibles, et les andains sont positionnés de façon à limiter la dispersion des polluants (notamment, la plus faible surface possible est exposée aux vents dominants, et les andains sont placés de préférence aux endroits du site où l'altitude est la plus basse), ou l'exploitant utilise des membranes de couverture semi-perméables.
Constats : L'exploitant indique qu'aucune plainte n'a été identifiée à ce jour au regard des envols de poussière. Il indique prendre différentes mesures de prévention : <ul style="list-style-type: none">• broyage lent et grossier ce qui limite la création de fines particules,• broyage une fois par trimestre,• criblage uniquement en période où le vent est faible,• nettoyage fréquent du site par balayeuse,• nettoyage interne par les godets des machines à disposition sur site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Besoin en eau d'extinction incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22 décembre 2023, article 1 ^{er} et 5
Thème(s) : Risques accidentels, Besoin en eau d'extinction incendie
Prescription contrôlée : Besoin en eau d'extinction incendie Article 1er de l'arrêté du 22 décembre 2023 Champ d'application. [...] III. Les dispositions du présent arrêté s'appliquent à toutes les installations existantes et nouvelles sauf mention contraire indiquée dans chaque article. Article 5 de l'arrêté du 22 décembre 2023 Plan de défense contre l'incendie. L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. [...]
Constats : L'exploitant présente le bassin des lixiviats d'une capacité de 1100m ³ . L'inspection constate qu'il est sécurisé par l'implantation d'une clôture et un accès fermé à clef. L'exploitant explique que les besoins en eaux d'extinction incendie sont satisfaits par ce bassin de rétention. Il indique que le bassin nécessite un apport d'eau depuis le captage au canal en période sèche. L'inspection s'interroge sur la capacité du site à assurer à tout moment la disponibilité en eau pour les besoins d'extinction incendie. En aval de l'inspection, l'exploitant transmet la procédure incendie et garantit que le niveau du bassin est maintenu en permanence au minimum à 50% soit 550m ³ de lixiviats. Par ailleurs, la procédure incendie ne prévoit pas l'utilisation du captage canal. Ainsi le bassin de lixiviats peut être rempli à son maximum car il n'y a pas besoin de prévoir une capacité pour les eaux d'extinction qui proviendraient du canal. L'exploitant explique qu'à sa connaissance il n'y a pas de borne incendie à proximité du site. L'exploitant indique avoir contacté le SDIS afin de confirmer ou non si les moyens et les besoins en eaux d'extinction incendie sont satisfaisants (emplacement, alimentation, débit réel, raccordement, etc.).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Demande 2 : <ul style="list-style-type: none">• Indiquer le volume de besoin en eau d'extinction incendie défini sur ce site,• Indiquer dans la procédure incendie par quel moyen physique (marquage, pige ou autre) l'exploitant peut repérer que 550m³ d'eau sont disponibles,• Se rapprocher du SDIS à ce sujet afin de valider que les moyens et les besoins en eaux d'extinction incendie sont satisfaisants puis transmettre les conclusions à l'inspection (emplacement, alimentation, débit réel, raccordement, etc.)
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois